M. Crosbie: En plein dans le mille!

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je ne peux prendre cette suggestion très au sérieux, car le député...

M. Crosbie: Vous devriez!

M. Trudeau: ... tout comme notre gouvernement, souhaite avant tout le mieux être de tous les Canadiens. Or, le bien-être de tous les Canadiens, quoi qu'en ait dit le député en préambule à sa question, est un problème macro-économique. Il faut s'assurer que l'économie est saine dans son ensemble si l'on veut que chacun de ses secteurs soit prospère.

Des voix: Bravo!

L'ÉCONOMIE

LE DISCOURS DU MINISTRE DES FINANCES AU CANADIAN CLUB À TORONTO

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Nous sommes en train de traverser la pire dépression depuis la guerre. Nous avons perdu 235,000 emplois depuis août; en Ontario seulement, le chiffre des congédiements a atteint 3,000 par jour de travail le mois dernier.

Dans le discours qu'il a prononcé jeudi au Canadian Club à Toronto, le ministre des Finances a déclaré: «La situation va encore s'aggraver.» Dans ce même discours, il a dit essentiellement que le gouvernement avait l'intention d'attendre que les associés commerciaux du Canada nous sortent du pétrin.

Je voudrais simplement demander au premier ministre pourquoi il pense que les Canadiens attendront que d'autres nous tirent d'embarras. Plus particulièrement, pourquoi pense-t-il que plus d'un million de chômeurs canadiens attendront calmement si le gouvernement ne fait rien pour les aider?

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je ne suis pas d'accord que ce que le ministre a déclaré aujourd'hui à Toronto signifie que nous devrons attendre que nos associés nous tirent du pétrin. Je voudrais savoir pourquoi le chef du Nouveau Parti démocratique donne une telle interprétation au discours du ministre.

L'exposé budgétaire a été présenté à la Chambre et reflète un plan d'action macro-économique. Le budget a été débattu à la Chambre et il ne sert à rien de mal interpréter la déclaration du ministre des Finances. Il a bien expliqué à la Chambre quelle était sa position à l'égard du budget. Il reviendra à la Chambre pour continuer à défendre son budget.

Rien dans sa politique ne peut laisser entendre que nous attendrons que d'autres nous tirent d'embarras. Loin de prétendre que la situation s'aggravera le ministre a une politique qui vise à garantir que l'économie du Canada est bien gérée et

Ouestions orales

qui se fonde sur l'hypothèse que la dépression que connaissent un bon nombre de pays industrialisés ralentira pour finalement disparaître d'ici l'été et que nous nous engagerons tous sur la voie de la reprise économique.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AGIR INDÉPENDAMMENT DES ÉTATS-UNIS

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, les ministres des finances de la France, de l'Allemagne de l'Ouest, du Japon et de certains autres pays européens se sont réunis la semaine dernière et en sont arrivés à une conclusion entièrement à l'opposé de la politique du gouvernement canadien sur deux points importants: plus précisément, ils ont tout d'abord décidé de réduire les taux d'intérêt dans leur pays respectif et, deuxièmement, d'agir indépendamment des États-Unis pour stimuler leur économie. Or, pourquoi le gouvernement du Canada ne peut-il pas faire la même chose ici pour les Canadiens?

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, la politique économique de ces divers pays est la responsabilité des gouvernements de ces pays. Dans le cas du Canada...

M. Broadbent: Et ils l'exercent.

M. Trudeau: Dans le cas du Canada, le chef du Nouveau parti démocratique recommande de stimuler l'économie. Je lui ferai tout simplement remarquer que le budget canadien accuse présentement un déficit de plus de 10 milliards de dollars. Le député n'estime-t-il pas qu'il s'agit là d'une forme de stimulant?

LES POLITIQUES PRATIQUÉES PAR LES AUTRES PAYS

M. Edward Broadbent (Oshawa): Si le premier ministre l'ignore, madame le Président, je lui dirai que les gouvernements de la plupart des pays que je viens d'énumérer dépensent une plus forte proportion de leur produit national brut respectif que ne le fait le gouvernement du Canada et qu'ils agissent indépendemment des États-Unis.

Le premier ministre pourrait-il nous dire, si les gouvernements d'Europe occidentale et du Japon trouvent la politique économique des États-Unis désastreuse à l'échelle mondiale, où ils trouvent le courage politique qui manque à notre gouvernement actuel pour agir unilatéralement dans l'intérêt de leurs citoyens?

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je le répète, madame le Président, les situations budgétaires varient suivant les pays. Ainsi, le déficit budgétaire global de la France ayant été beaucoup plus bas que celui du Canada, ce pays a cherché moins que nous à stimuler son économie. Il est donc normal qu'il applique maintenant pour nous rattraper des mesures que nous appliquons nous-mêmes depuis quelques années.